

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire pour le secteur socio-culturel

Convention collective de travail du 16 septembre 2002

Modification de la convention collective de travail du 5 juin 1998 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur socio-culturel (Convention enregistrée le 3 janvier 2003 sous le numéro 64911/CO/329)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail modifie l'article 15 de la convention collective de travail du 5 juin 1998 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur socio-culturel (arrêté royal du 14 octobre 1999, *Moniteur belge* du 21 décembre 1999) en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 11 décembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand (*Moniteur belge* du 16 janvier 1999).

Art. 2. L'article 15, alinéa 2 de la convention collective de travail du 5 juin 1998 est remplacé par la disposition suivante :

«A cette fin, le fonds social peut octroyer une intervention qui correspond aux frais réels du travailleur, avec un maximum de 318 000 BEF par trimestre et par équivalent à temps plein. ».

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur, à effet rétroactif, à partir du 1^{er} janvier 1999 et elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel, moyennant un préavis de trois mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 28 janvier 2005.

La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2005 — 585

[2005/200634]

14 FEVRIER 2005. — Arrêté royal modifiant les articles 59bis, 59ter, 59quinquies et 70 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961 et l'article 7, § 2, modifié par les lois des 10 octobre 1967 et 8 avril 2003;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment les articles 59bis, inséré par l'arrêté royal du 4 juillet 2004, 59ter, inséré par l'arrêté royal du 4 juillet 2004, 59quinquies, inséré par l'arrêté royal du 4 juillet 2004 et 70, modifié par les arrêtés royaux des 22 novembre 1995, 11 avril 1999 et 4 juillet 2004;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 2 décembre 2004;

Art. 2. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 januari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor de socio-culturele sector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juni 1998 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de socio-culturele sector (Overeenkomst geregistreerd op 3 januari 2003 onder het nummer 64911/CO/329)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wijzigt artikel 15 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juni 1998 betreffende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de socio-culturele sector (koninklijk besluit van 14 oktober 1999, *Belgisch Staatsblad* van 21 december 1999) op grond van artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 december 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector (*Belgisch Staatsblad* van 16 januari 1999).

Art. 2. Artikel 15, lid 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juni 1998 wordt vervangen door de volgende bepaling :

«Het sociaal fonds kan hiervoor een tussenkomst toekennen die overeenstemt met de werkelijke kosten van de werknemer met een maximum van 318 000 BEF per kwartaal en per voltijds equivalent. ».

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt, met terugwerkende kracht, in werking vanaf 1 januari 1999 en is gesloten voor een onbepaalde duur.

Ze kan worden opgezegd door één van de ondertekenende partijen per aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector, met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 januari 2005.

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2005 — 585

[2005/200634]

14 FEBRUARI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 59bis, 59ter, 59quinquies en 70 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961 en op artikel 7, § 2, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967 en 8 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op de artikelen 59bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2004, 59ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2004, 59quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2004 en 70, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 november 1995, 11 april 1999 en 4 juli 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 2 december 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 décembre 2004;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 février 2005;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il convient d'adapter sans retard la sanction appliquée au chômeur qui ne se présente pas à un entretien visé aux articles 59^{quater} et 59^{quinquies} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, inséré par l'arrêté royal du 4 juillet 2004 portant modification de la réglementation du chômage à l'égard des chômeurs complets qui doivent rechercher activement un emploi; que cette adaptation concerne surtout la situation où le chômeur, bien qu'il ne s'est pas présenté à la date prévue, se présente quand-même spontanément dans un délai raisonnable après la date prévue; que cette adaptation est nécessaire, afin d'éviter que des chômeurs, qui ne comprenaient pas l'implication de l'invitation, sans qu'ils aient l'intention de refuser toute collaboration, se retrouvaient dans la situation d'une perte injustifiée de leur allocation, avec la conséquence de tomber dans un état menaçant de pauvreté;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 59^{bis}, § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, inséré par l'arrêté royal du 4 juillet 2004, les termes « l'action d'accompagnement individuel visée au 1^o » sont remplacés par les termes « l'action d'accompagnement individuel visée au § 3 ».

Art. 2. A l'article 59^{ter}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 4 juillet 2004, les termes « le directeur avertit par écrit le chômeur complet » sont remplacés par les termes « le chômeur complet est averti par écrit ».

Art. 3. A l'article 59^{quinquies}, § 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 4 juillet 2004, les termes « la période de quatre mois visée au § 5, alinéa 4 » sont remplacés par les termes « la période de quatre mois visée à l'article 59^{quater}, § 5, alinéa 4 ».

Art. 4. A l'article 70 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 novembre 1995, 11 avril 1999 et 4 juillet 2004, l'alinéa 4 jusqu'au dernier alinéa compris sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'exclusion prend fin le jour où le chômeur :

1^o soit se présente au bureau du chômage;

2^o soit introduit une demande d'allocations après une interruption de son indemnisation pendant quatre semaines au moins à cause d'une reprise de travail comme salarié ou d'une période d'incapacité de travail indemnisée.

Sans préjudice de la possibilité prévue à l'alinéa 4, 2^o, l'exclusion appliquée dans le cas d'une convocation visée à l'article 59^{quater} ou 59^{quinquies}, est toutefois :

1^o retirée avec effet rétroactif si le chômeur se présente au bureau du chômage dans un délai de trente jours ouvrables prenant cours le jour de l'absence et souscrit à ce moment une convention comme prévue dans les articles 59^{quater}, § 5 ou 59^{quinquies}, § 5. Dans ce cas la date de l'entretien suivant est fixé en partant du jour d'absence. En cas d'absence répétée, il est cependant fait application du point 2^o;

2^o arrêtée à partir du jour où le chômeur se présente au bureau du chômage si ce jour est situé en dehors du délai de trente jours ouvrables prenant cours le jour de l'absence, moyennant l'introduction d'une demande d'allocations.

Le chômeur qui, dans un délai de trois jours ouvrables prenant cours le jour de l'absence, justifie cette dernière par un motif admis par le directeur, conserve toutefois le bénéfice des allocations.

Par dérogation aux alinéas 4 et 5, le droit aux allocations peut toutefois déjà être octroyé à partir du jour fixé par le directeur si ce dernier, sur la base des éléments du dossier, accepte comme valable le motif invoqué par le chômeur pour justifier son absence. »

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financien, gegeven op 24 december 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 10 februari 2005;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat er onverwijld een aanpassing moet komen van de sanctie toegepast op de werkloze die niet komt opdagen voor een gesprek, bedoeld in de artikelen 59^{quater} en 59^{quinquies} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2004 houdende de wijziging van de werkloosheidsreglementering ten aanzien van volledig werklozen die actief moeten zoeken naar werk; dat deze aanpassing inzonderheid betrekking heeft op de situatie waarin de werkloze, alhoewel hij niet kwam opdagen op de voorziene datum, zich toch spontaan komt aanmelden binnen een redelijke termijn na die voorziene datum; dat deze aanpassing noodzakelijk is om te voorkomen dat werklozen die de draagwijdte van de uitnodiging niet verstonden, zonder dat het hun bedoeling was elke medewerking te weigeren, in situaties terecht zouden komen van onterecht verlies van hun uitkering, met dreigende armoede tot gevolg;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 59^{bis}, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2004, worden de woorden « individuele begeleidingsactie zoals bedoeld in 1^o » vervangen door de woorden « individuele begeleidingsactie zoals bedoeld in § 3 ».

Art. 2. In artikel 59^{ter}, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2004, worden de woorden « verwittigt de directeur de volledig werkloze schriftelijk » vervangen door de woorden « wordt de volledig werkloze schriftelijk verwittigd ».

Art. 3. In artikel 59^{quinquies}, § 8, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 juli 2004, worden de woorden « de periode van vier maanden bedoeld in § 5, vierde lid » vervangen door de woorden « de periode van vier maanden bedoeld in artikel 59^{quater}, § 5, vierde lid ».

Art. 4. In artikel 70 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 november 1995, 11 april 1999 en 4 juli 2004, worden het vierde tot en met het laatste lid vervangen door de volgende bepalingen :

« De uitsluiting houdt op de dag waarop de werkloze :

1^o ofwel zich aanmeldt op het werkloosheidsbureau;

2^o ofwel een uitkeringsaanvraag indient na een onderbreking van zijn uitkeringen gedurende ten minste vier weken, ten gevolge van een werkherhaling als loontrekkende of een vergoede periode van arbeidsongeschiktheid.

Onverminderd de mogelijkheid voorzien in het vierde lid, 2^o, wordt de uitsluiting, toegepast in geval van oproeping bedoeld in artikel 59^{quater} of 59^{quinquies}, evenwel :

1^o met terugwerkende kracht ingetrokken, indien de werkloze zich op het werkloosheidsbureau aanmeldt binnen de termijn van dertig werkdagen die aanvangt op de dag van de afwezigheid en op dat ogenblik een schriftelijke overeenkomst afsluit als bedoeld in artikel 59^{quater}, § 5 of 59^{quinquies}, § 5. In dit geval wordt de datum voor het volgende gesprek bepaald vertrekkende van de dag van afwezigheid. In geval van herhaalde afwezigheid wordt evenwel toepassing gemaakt van 2^o;

2^o stopgezet vanaf de dag waarop de werkloze zich aanmeldt op het werkloosheidsbureau, indien deze dag gelegen is buiten de termijn van dertig werkdagen die aanvangt op de dag van de afwezigheid, mits indiening van een uitkeringsaanvraag.

De werkloze die, binnen een termijn van drie werkdagen die aanvangt de dag van de afwezigheid, ter verantwoording van zijn afwezigheid een reden opgeeft die door de directeur aanvaard wordt, behoudt evenwel het genot van de uitkeringen.

In afwijking van het vierde en het vijfde lid kan het recht op uitkeringen evenwel reeds toegekend worden vanaf de dag vastgesteld door de directeur, indien deze, op basis van de elementen van het dossier, de door de werkloze ter rechtvaardiging voor zijn afwezigheid ingeroepen reden, als geldig aanvaardt. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2004, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 février 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,
Mme VAN DEN BOSSCHE

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Loi du 8 avril 2003, *Moniteur belge* du 17 avril 2003;

Arrêté royal du 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 31 décembre 1991;

Arrêté royal du 22 novembre 1995, *Moniteur belge* du 8 décembre 1995;

Arrêté royal du 11 avril 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} mai 1999;

Arrêté royal du 4 juillet 2004, *Moniteur belge* du 9 juillet 2004.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2004, met uitzondering van artikel 4 dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 februari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Wet van 8 april 2003, *Belgisch Staatsblad* van 17 april 2003;

Koninklijk besluit van 25 november 1991, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1991;

Koninklijk besluit van 22 november 1995, *Belgisch Staatsblad* van 8 december 1995;

Koninklijk besluit van 11 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 mei 1999;

Koninklijk besluit van 4 juli 2004, *Belgisch Staatsblad* van 9 juli 2004.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2005 — 586

[2005/200496]

24 FEVRIER 2005. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 octobre 1999 constituant le Comité paritaire d'apprentissage de la Commission paritaire de la Construction (1)

Le Ministre de l'Emploi,

Vu la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés, notamment l'article 49, § 3, remplacé par la loi du 6 mai 1998;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1998 portant les règles particulières relatives à la constitution et au fonctionnement des comités paritaires d'apprentissage, du comité paritaire d'apprentissage du Conseil national du Travail et des sous-comités paritaires d'apprentissage, notamment les articles 5 et 6;

Vu l'arrêté ministériel du 19 octobre 1999 constituant le Comité paritaire d'apprentissage de la Construction;

Sur la proposition de l'organisation concernée représentée dans la Commission paritaire de la Construction et dans son Comité paritaire d'apprentissage, à savoir la Fédération générale du Travail de Belgique,

Arrête :

Article 1^{er}. M. Desmet, Rik, à 8820 Torhout, est nommé, en qualité de représentant des travailleurs, plus particulièrement de la Fédération générale du Travail de Belgique, membre effectif du Comité paritaire d'apprentissage de la construction, en remplacement de M. Raes, Hans, à 8730 Beernem, dont il achèvera le mandat.

Art. 2. M. Bachely, Bruno, à 7540 Kain, est nommé, en qualité de représentant des travailleurs, plus particulièrement de la Fédération générale du Travail de Belgique, membre effectif du Comité paritaire d'apprentissage de la construction, en remplacement de M. Humbert, Jean-Claude, à 6760 Virton, dont-il achèvera le mandat.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2005 — 586

[2005/200496]

24 FEBRUARI 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 oktober 1999 tot oprichting van het Paritair Leercomité voor het Bouwbedrijf (1)

De Minister van Werk,

Gelet op de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst, inzonderheid op artikel 49, § 3, vervangen bij de wet van 6 mei 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1998 houdende de nadere regelen met betrekking tot de samenstelling en de werkwijze van de paritaire leercomités, het Paritair Leercomité van de Nationale Arbeidsraad en de paritaire sub-leercomités, inzonderheid op de artikelen 5 en 6;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 oktober 1999 tot oprichting van het Paritair Leercomité voor het Bouwbedrijf;

Op de voordracht van de betrokkenen, in het Paritair Comité voor het Bouwbedrijf en in zijn Paritair Leercomité vertegenwoordigde organisatie, met name het Algemeen Belgisch Vakverbond,

Besluit :

Artikel 1. De heer Desmet, Rik, te 8820 Torhout, wordt, als vertegenwoordiger van de werknemers, meer bepaald van het Algemeen Belgisch Vakverbond, benoemd tot gewoon lid van het Paritair Leercomité voor het Bouwbedrijf, ter vervanging van de heer Raes, Hans, te 8730 Beernem, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Art. 2. De heer Bachely, Bruno, te 7540 Kain, wordt, als vertegenwoordiger van de werknemers, meer bepaald van het Algemeen Belgisch Vakverbond, benoemd tot gewoon lid van het Paritair leercomité voor het Bouwbedrijf, ter vervanging van de heer Humbert, Jean-Claude, te 6760 Virton, wiens mandaat hij zal voleindigen.